

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL  
PROGRAMME 200  
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES  
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT  
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2021

REMBOURSEMENTS ET  
DÉGRÈVEMENTS  
D'IMPÔTS D'ÉTAT  
(CRÉDITS ÉVALUATIFS)



PROGRAMME 200  
**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État  
(crédits évaluatifs)**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

### Jérôme FOURNEL

Directeur général des finances publiques

Responsable du programme n° 200 : Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Ce programme retrace les dépenses budgétaires résultant des règles fiscales conduisant à des dégrèvements, des remboursements et des restitutions de crédits d'impôt d'État et de compensation prévues par les conventions fiscales internationales.

Les résultats des indicateurs de performance, après avoir été impactés par la crise sanitaire en 2020, convergent vers leur niveau antérieur. Cependant, l'indicateur 1.2. n'a pas atteint sa cible en 2021

Les remboursements liés à la mécanique de l'impôt ont augmenté de 1,3 Md€ entre 2020 et 2021. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des remboursements liés à l'IS du fait d'une forte diminution des bénéficiaires fiscaux entre 2019 et 2020.

Les remboursements liés à des politiques publiques ont baissé de 1,6 Md€ entre 2020 et 2021, du fait de la suppression du CICE à compter des salaires 2019.

Les remboursements liés à la gestion des produits de l'État ont diminué de 5,5 Md€ entre 2020 et 2021. Cette baisse s'explique à hauteur de 1,3 Md€ par la diminution entre les deux années des remboursements consécutifs à des erreurs déclaratives (de 2,0 Md€ en 2020 à 0,7 Md€ en 2021) et à hauteur de 2,0 Md€ d'un remboursement exceptionnel payé exclusivement en 2020.

### RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

---

#### **OBJECTIF 1 : Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible**

INDICATEUR 1.1 : Part des demandes de remboursement de crédit de TVA et des restitutions de trop versé d'IS, ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable, traitées dans un délai égal ou inférieur à 30 jours

INDICATEUR 1.2 : Ancienneté des demandes de remboursement de crédit de TVA non imputable qui ont fait l'objet d'un remboursement (partiel ou total) dans un délai strictement supérieur à 30 jours

INDICATEUR 1.3 : Taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR, de prélèvement à la source (PAS) et de contribution à l'audiovisuel public des particuliers traitées dans un délai de 30 jours par les services locaux

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible

### INDICATEUR

1.1 – Part des demandes de remboursement de crédit de TVA et des restitutions de trop versé d'IS, ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable, traitées dans un délai égal ou inférieur à 30 jours

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
TVA+IS	%	88,1	92,5	80	80,0	91.9	80

#### Commentaires techniques

Exprimé en taux, cet indicateur mesure le pourcentage d'entreprises ayant obtenu le remboursement d'un crédit de TVA, et à partir de 2006, d'une restitution d'impôt sur les sociétés dans les trente jours qui suivent le dépôt de leur demande auprès de leur service des impôts, hors délai bancaire. Il comprend au numérateur le nombre de demandes déposées dans l'année ayant donné lieu à admission totale ou partielle remboursées dans un délai inférieur ou égal à 30 jours et au dénominateur le nombre total de demandes déposées dans l'année ayant donné lieu à une admission totale ou partielle remboursées.

Sources des données : Les résultats de l'indicateur sont collectés à partir des applications informatiques de la DGFIP.

### INDICATEUR

1.2 – Ancienneté des demandes de remboursement de crédit de TVA non imputable qui ont fait l'objet d'un remboursement (partiel ou total) dans un délai strictement supérieur à 30 jours

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Ancienneté des demandes de remboursement de crédit de TVA	jours	63,9	65,6	60	60,0	64.1	60

#### Commentaires techniques

Exprimé en jours, cet indicateur mesure l'ancienneté moyenne des demandes de remboursements de crédits de TVA ayant fait l'objet d'un remboursement (total ou partiel) dans un délai strictement supérieur à 30 jours. L'ancienneté s'entend ici comme le délai entre le dépôt de la demande par le contribuable et la date de mise en paiement de la décision initiale, augmenté d'un jour correspondant au délai d'envoi des fichiers vers la Banque de France.

Sources des données : Les résultats de l'indicateur sont collectés à partir des applications informatiques de la DGFIP. Les sources sont les mêmes que celles servant au calcul de l'indicateur n°1 du présent programme.

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Objectifs et indicateurs de performance

**INDICATEUR****1.3 – Taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR, de prélèvement à la source (PAS) et de contribution à l'audiovisuel public des particuliers traitées dans un délai de 30 jours par les services locaux**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR, de prélèvement à la source (PAS) et de contribution à l'audiovisuel public des particuliers traitées dans un délai de 30 jours par les services locaux	%	95,6	94,4	94,6	94,6	95,4	94,6

**Commentaires techniques**

Exprimé en taux, cet indicateur mesure le pourcentage de réclamations contentieuses traitées dans le délai d'un mois. Il comprend au numérateur le nombre de réclamations contentieuses traitées dans le délai d'un mois et au dénominateur le nombre de réclamations traitées sur l'année pour l'IR et la contribution à l'audiovisuel public.

\*A compter de 2021, l'indicateur inclus le PAS.

Sources des données : Les résultats de l'indicateur sont collectés à partir des applications informatiques de la DGFIP.

**ANALYSE DES RÉSULTATS**

Les réalisations des indicateurs de performance 1.1 et 1.3 sont supérieures aux niveaux cibles inscrits dans le projet annuel de performance (PAP) alors que l'indicateur 1.2 n'atteint pas la cible fixée.

**INDICATEUR 1.1 : Part des demandes de remboursements de crédits de TVA et des restitutions de trop versé d'IS, ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable, traitées dans un délai égal ou inférieur à 30 jours.**

La DGFIP s'est engagée depuis plusieurs années dans une démarche résolue d'accélération de ses délais de traitement pour faire bénéficier les usagers de leurs droits le plus rapidement possible.

Le processus de traitement des demandes de remboursements de crédits de TVA (RCTVA) et de restitution d'excédents d'impôt sur les sociétés (IS) poursuit un double objectif qui est, d'une part, de permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits dans les meilleurs délais et, d'autre part, de garantir le bien-fondé des décisions au regard de la législation. Ainsi, le niveau cible de cet indicateur est un point d'équilibre entre ces deux axes, garant à la fois de la qualité de service et du respect de la législation et donc de l'intégrité budgétaire. Approcher ou atteindre une performance de 100 % serait inapproprié du fait du risque budgétaire que représenteraient des remboursements insuffisamment contrôlés, dans un contexte où la fraude, portée notamment par des demandes de remboursements de crédits de TVA, doit être surveillée avec attention.

L'objectif prioritaire de traiter, dans un délai inférieur ou égal à 30 jours, 80 % des demandes de RCTVA et de restitutions d'acomptes ou de trop versé d'impôt sur les sociétés, a été reconduit en 2021.

À fin 2021, 91,92 % des demandes de RCTVA et des restitutions de trop versé d'IS avaient été remboursées en moins de 30 jours, proportion légèrement inférieure à celle observée en 2020 (92,47 %), qui s'expliquait par les mesures d'accélération mises en œuvre durant la crise sanitaire.

La composante TVA de l'indicateur

À fin décembre 2021, la composante de l'indicateur a atteint 91,88 %, légèrement en dessous du niveau constaté à fin décembre 2020 (92,74 %) mais à un niveau très supérieur à l'objectif précité de 80 %.

Le respect de cet indicateur de performance dont la finalité est de permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible afin de ne pas pénaliser leur trésorerie, est assuré.

Les résultats obtenus témoignent de la maîtrise du processus de remboursements de crédits de TVA par les services de la DGFIP, en dépit d'un contexte continu d'augmentation du nombre de demandes traitées (+ 4,7 % entre 2020 et 2021).

Depuis quelques années maintenant, le dépassement sensible de la cible assignée (80 %) a été favorisé par le déploiement et l'appropriation de nouvelles modalités d'exécution comptable des remboursements de crédits de TVA dans l'application MEDOC - mises en place depuis 2015 - qui se traduisent par la rationalisation du circuit de la dépense. Ces nouveaux outils ont permis de traiter un volume de demandes sans précédent dans le contexte de crise sanitaire, les services ayant été amenés à traiter beaucoup plus rapidement ces demandes.

La composante IS de l'indicateur

La composante IS de l'indicateur 1.1. correspond au pourcentage de demandes de remboursements d'excédents d'IS ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable dans un délai inférieur ou égal à 30 jours.

Au 31 décembre 2021, cette composante s'est établie à 92,14 %, contre 90,79 % au 31 décembre 2020.

Le niveau très élevé du taux 2021 s'explique par la forte volonté des services d'accompagner les entreprises tout au long de la crise sanitaire liée à la Covid 19.

Dans ce contexte, l'évolution de la décomposition de l'indicateur 1.1 entre les remboursements d'IS et de TVA figure dans le tableau suivant, pour la période 2010-2020.

Impôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>IS</b>	94,68 %	93,58 %	93,18 %	93,53 %	85,04 %	87,87 %	88,28 %	89,81 %	85,29 %	83,91 %	90,79 %	92,14 %
<b>TVA</b>	90,89 %	88,91 %	88,79 %	89,67 %	89,05 %	88,64 %	88,98 %	89,96 %	88,99 %	89,01 %	92,74 %	91,88 %
<b>Total</b>	<b>91,46 %</b>	<b>89,52 %</b>	<b>89,43 %</b>	<b>90,32 %</b>	<b>88,33 %</b>	<b>88,50 %</b>	<b>88,86 %</b>	<b>89,93 %</b>	<b>88,34 %</b>	<b>88,12 %</b>	<b>92,47 %</b>	<b>91,92 %</b>

Par ailleurs, les parts respectives des crédits de TVA imputées et remboursées sont mentionnées ci-après pour cette même période 2010-2021.

Impôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Imputations</b>	23,07 %	22,53 %	21,86 %	21,38 %	21,42 %	21,08 %	21,20 %	22,35 %	22,88 %	22,80 %	21,01 %	22,30 %
<b>Remboursements</b>	76,93 %	77,47 %	78,14 %	78,62 %	78,58 %	78,92 %	78,80 %	77,65 %	77,12 %	77,20 %	78,99 %	77,70 %

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Objectifs et indicateurs de performance

Les taux indiqués correspondent aux parts de crédits de TVA ayant eu un impact budgétaire au cours de l'année :

- en imputation comme moyen de paiement ;
- en restitution au titre des excédents remboursés (figurant au programme 200).

Pour mémoire, la chronique des recouvrements des soldes bruts d'impôt sur les sociétés est mentionnée dans le tableau suivant.

Années	En M€
2010	10 447
2011	10 554
2012	10 868
2013	10 308
2014	8 340
2015	9 354
2016	8 545
2017	9 635
2018	10 465
2019	9 935
2020	14 534
2021	14 427

**INDICATEUR 1.2 : Ancienneté des demandes de remboursements de crédits de TVA non imputable qui ont fait l'objet d'un remboursement (partiel ou total) dans un délai strictement supérieur à 30 jours**

Cet indicateur mesure l'ancienneté, exprimée en jours, des demandes de remboursements de crédits de TVA non imputable ayant fait l'objet d'un remboursement total ou partiel dans un délai strictement supérieur à 30 jours (objectif fixé à 60 jours).

Au titre de l'année 2021, l'ancienneté des demandes de remboursements de crédits de TVA non imputables qui ont fait l'objet d'un remboursement (partiel ou total) dans un délai strictement supérieur à 30 jours s'est élevée à 64,1 jours. Ce délai s'est légèrement amélioré par rapport à celui constaté en 2020 qui était alors de 65,6 jours.

La non atteinte de cette cible pourrait s'expliquer par la concentration des services sur les demandes de remboursements les plus faciles impliquant un traitement plus long sur les demandes les plus complexes.

Le nombre de demandes traitées dans un délai strictement supérieur à 30 jours s'élève à 120 000 en 2021 contre 100 000 en 2020.

Au final, l'action des services de gestion a permis le maintien à un niveau satisfaisant des délais de traitement des demandes déposées, permettant de concilier la sécurisation des demandes de remboursements de crédits de TVA et la restitution rapide aux entreprises de leurs créances.

**INDICATEUR 1.3 : Taux de réclamations contentieuses en matière d'IR, de PAS et de CAP traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux**

Cet indicateur mesure le taux net de réclamations contentieuses en matière d'impôt sur le revenu (IR) et de contribution à l'audiovisuel public (CAP) des particuliers traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, il intègre également les réclamations sur le prélèvement à la source (PAS).

Au 31 décembre 2021, 95,4 % des réclamations avaient été traitées dans le délai de 30 jours pour un objectif initial fixé à 94,6 %. Ce résultat, en augmentation par rapport à 2020 (94,4 %, sous l'ancien périmètre<sup>1</sup>), atteste de la mobilisation et de la réactivité des services locaux de la Direction Générale des Finances Publiques pour soutenir l'économie en période de crise.

En matière d'IR, près de 707 000 décisions (hors contrôle fiscal externe) ont été prononcées par les services locaux en 2021 (contre plus de 758 000 en 2020) dont environ 595 000 ont donné lieu à un dégrèvement. Les motifs de dégrèvements les plus fréquents concernent les réclamations afférentes aux charges ouvrant droit à crédit ou réduction d'impôts (près de 128 000 en 2021), aux traitements, salaires et pensions (plus de 98 000 en 2021) et aux changements de situation des foyers fiscaux (plus de 69 000 en 2021).

En matière de contribution à l'audiovisuel public, près de 394 000 décisions ont été prononcées par les services locaux en 2021 (contre 376 000 en 2020) dont environ 372 000 ont donné lieu à un dégrèvement (contre 362 000 en 2020). Dans la moitié des cas (185 000 affaires), le dégrèvement prononcé fait suite à une réclamation pour non-détention de poste.

Enfin, la nouvelle composante portant sur le prélèvement à la source a représenté 25 000 affaires traitées en 2021, dont 94,6 % dans les 30 jours.

1 Hors réclamations portant sur le PAS



## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Programme n° 200 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

## Présentation des crédits

## 2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021</i> <i>Consommation 2021</i>					
11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt		84 893 457 826 86 353 892 487		<b>84 893 457 826</b> <b>86 353 892 487</b>	84 893 457 826
11.01 – Impôts sur les sociétés		16 377 451 934 14 699 234 437		<b>16 377 451 934</b> <b>14 699 234 437</b>	16 377 451 934
11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée		57 611 770 301 60 645 415 673		<b>57 611 770 301</b> <b>60 645 415 673</b>	57 611 770 301
11.03 – Plafonnement des impositions directes		5 000 000 455 329		<b>5 000 000</b> <b>455 329</b>	5 000 000
11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt		211 689 274 228 477 354		<b>211 689 274</b> <b>228 477 354</b>	211 689 274
11.05 – Impôt sur le revenu		10 687 546 317 10 780 309 694		<b>10 687 546 317</b> <b>10 780 309 694</b>	10 687 546 317
12 – Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques	1 143	23 303 993 486 21 933 962 784		<b>23 303 993 486</b> <b>21 933 962 927</b>	23 303 993 486
12.01 – Prime pour l'emploi				<b>0</b> <b>0</b>	0
12.02 – Impôt sur le revenu		1 616 000 000 1 714 750 738		<b>1 616 000 000</b> <b>1 714 750 738</b>	1 616 000 000
12.03 – Impôt sur les sociétés		13 227 709 729 12 088 361 465		<b>13 227 709 729</b> <b>12 088 361 465</b>	13 227 709 729
12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques		2 118 183 757 1 900 849 145		<b>2 118 183 757</b> <b>1 900 849 145</b>	2 118 183 757
12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel		2 000 000 5 710 817		<b>2 000 000</b> <b>5 710 817</b>	2 000 000
12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public	1 143	542 100 000 530 566 550		<b>542 100 000</b> <b>530 566 693</b>	542 100 000
12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux				<b>0</b> <b>0</b>	0
12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu		5 518 000 000 5 472 071 808		<b>5 518 000 000</b> <b>5 472 071 808</b>	5 518 000 000
12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité		280 000 000 217 879 615		<b>280 000 000</b> <b>217 879 615</b>	280 000 000
12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers		3 772 645		<b>0</b> <b>3 772 645</b>	0
13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État	3 726 323 434 3 315 663 895	10 519 130 570 10 678 456 932	-81 522	<b>14 245 454 004</b> <b>13 994 039 306</b>	14 245 454 004
13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		1 499 600 000 3 094 957 492		<b>1 499 600 000</b> <b>3 094 957 492</b>	1 499 600 000
13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		2 413 985 966 1 376 519 820		<b>2 413 985 966</b> <b>1 376 519 820</b>	2 413 985 966
13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues	2 652 693	3 408 000 000 2 589 168 239		<b>3 408 000 000</b> <b>2 591 820 932</b>	3 408 000 000
13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		2 389 493 595 2 391 407 998		<b>2 389 493 595</b> <b>2 391 407 998</b>	2 389 493 595

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Présentation des crédits et des dépenses fiscales | Programme n° 200

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021					
13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		548 651 009 619 901 076		548 651 009 619 901 076	548 651 009
13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat	673 879 717 518 031 377	434 935 363	-81 522	673 879 717 952 885 218	673 879 717
13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts	1 796 443 717 2 076 337 128			1 796 443 717 2 076 337 128	1 796 443 717
13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits	1 256 000 000 718 642 697	109 657 940		1 256 000 000 828 300 637	1 256 000 000
13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions		259 400 000 61 909 005		259 400 000 61 909 005	259 400 000
<b>Total des AE prévues en LFI</b>	<b>3 726 323 434</b>	<b>118 716 581 882</b>	<b>0</b>	<b>122 442 905 316</b>	<b>122 442 905 316</b>
Ouvertures / annulations par FdC et AdP					
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP		+534 836 686 (hors titre 2)		+534 836 686	
Total des AE ouvertes		122 977 742 002 (hors titre 2)		122 977 742 002	
<b>Total des AE consommées</b>	<b>3 315 665 038</b>	<b>118 966 312 203</b>	<b>-81 522</b>	<b>122 281 895 720</b>	

## 2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021					
11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt		84 893 457 826 86 358 959 377		84 893 457 826 86 358 959 377	84 893 457 826
11.01 – Impôts sur les sociétés		16 377 451 934 14 699 249 889		16 377 451 934 14 699 249 889	16 377 451 934
11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée		57 611 770 301 60 650 467 349		57 611 770 301 60 650 467 349	57 611 770 301
11.03 – Plafonnement des impositions directes		5 000 000 455 329		5 000 000 455 329	5 000 000
11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt		211 689 274 228 477 116		211 689 274 228 477 116	211 689 274
11.05 – Impôt sur le revenu		10 687 546 317 10 780 309 694		10 687 546 317 10 780 309 694	10 687 546 317
12 – Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques	1 143	23 303 993 486 21 934 518 951		23 303 993 486 21 934 520 094	23 303 993 486
12.01 – Prime pour l'emploi				0 0	0
12.02 – Impôt sur le revenu		1 616 000 000 1 714 750 738		1 616 000 000 1 714 750 738	1 616 000 000
12.03 – Impôt sur les sociétés		13 227 709 729 12 088 405 980		13 227 709 729 12 088 405 980	13 227 709 729
12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques		2 118 183 757 1 901 350 383		2 118 183 757 1 901 350 383	2 118 183 757
12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel		2 000 000 5 730 067		2 000 000 5 730 067	2 000 000
12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public	1 143	542 100 000 530 566 550		542 100 000 530 567 693	542 100 000
12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux				0 0	0
12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu		5 518 000 000 5 472 062 972		5 518 000 000 5 472 062 972	5 518 000 000
12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité		280 000 000 217 879 615		280 000 000 217 879 615	280 000 000

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Programme n° 200 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021 Consommation 2021</i>					
12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers		3 772 645		0 3 772 645	0
13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat	3 726 323 434 3 316 262 037	10 519 130 570 10 677 548 401		14 245 454 004 13 993 810 438	14 245 454 004
13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		1 499 600 000 3 094 944 728		1 499 600 000 3 094 944 728	1 499 600 000
13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		2 413 985 966 1 376 519 820		2 413 985 966 1 376 519 820	2 413 985 966
13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues	2 652 693	3 408 000 000 2 589 325 696		3 408 000 000 2 591 978 389	3 408 000 000
13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		2 389 493 595 2 391 365 455		2 389 493 595 2 391 365 455	2 389 493 595
13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		548 651 009 619 898 801		548 651 009 619 898 801	548 651 009
13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat	673 879 717 518 596 272	433 926 956		673 879 717 952 523 228	673 879 717
13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts	1 796 443 717 2 076 337 128			1 796 443 717 2 076 337 128	1 796 443 717
13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits	1 256 000 000 718 675 944	109 657 940		1 256 000 000 828 333 884	1 256 000 000
13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions		259 400 000 61 909 005		259 400 000 61 909 005	259 400 000
<b>Total des CP prévus en LFI</b>	<b>3 726 323 434</b>	<b>118 716 581 882</b>	<b>0</b>	<b>122 442 905 316</b>	<b>122 442 905 316</b>
Ouvertures / annulations par FdC et AdP					
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP		+534 836 686 (hors titre 2)		+534 836 686	
Total des CP ouverts		122 977 742 002 (hors titre 2)		122 977 742 002	
<b>Total des CP consommés</b>	<b>3 316 263 180</b>	<b>118 971 026 729</b>	<b>0</b>	<b>122 287 289 909</b>	

## 2020 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2020 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2020 Consommation 2020</i>				
11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt		80 911 649 080 85 077 533 229	80 911 649 080	80 911 649 080 85 077 533 229
11.01 – Impôts sur les sociétés		12 355 425 469 13 400 930 175	12 355 425 469	12 355 425 469 13 400 930 175
11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée		58 615 223 611 59 960 497 548	58 615 223 611	58 615 223 611 59 960 497 548
11.03 – Plafonnement des impositions directes		5 000 000 1 500 629	5 000 000	5 000 000 1 500 629
11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de		221 000 000	221 000 000	221 000 000

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Présentation des crédits et des dépenses fiscales | Programme n° 200

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
	<i>Prévision LFI 2020</i>			
	<i>Consommation 2020</i>			
l'impôt		198 012 106		198 012 106
11.05 – Impôt sur le revenu		9 715 000 000 11 516 592 771	9 715 000 000	9 715 000 000 11 516 592 771
12 – Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques	31 390	22 604 201 679 23 499 026 771	22 604 201 679	22 604 201 679 23 499 058 161
12.01 – Prime pour l'emploi		38 027	0	0 38 027
12.02 – Impôt sur le revenu		1 936 000 000 2 082 645 963	1 936 000 000	1 936 000 000 2 082 645 963
12.03 – Impôt sur les sociétés		11 976 201 679 12 860 447 319	11 976 201 679	11 976 201 679 12 860 447 319
12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques		1 998 000 000 2 190 569 533	1 998 000 000	1 998 000 000 2 190 569 533
12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel		2 000 000 3 940 868	2 000 000	2 000 000 3 940 868
12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public	0	542 000 000 653 495 698	542 000 000	542 000 000 653 495 698
12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux			0	0 0
12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu	31 390	5 700 000 000 5 520 621 965	5 700 000 000	5 700 000 000 5 520 653 355
12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité		450 000 000 187 267 397	450 000 000	450 000 000 187 267 397
12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers			0	0 0
13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat	4 517 000 000 4 144 540 622	9 635 474 617 15 366 353 716	14 152 474 617	14 152 474 617 19 510 894 338
13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		1 500 000 000 4 386 865 401	1 500 000 000	1 500 000 000 4 386 865 401
13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		1 919 239 359 3 030 620 029	1 919 239 359	1 919 239 359 3 030 620 029
13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues	3 443	2 720 000 000 3 818 519 975	2 720 000 000	2 720 000 000 3 818 523 417
13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		2 496 235 258 2 840 222 259	2 496 235 258	2 496 235 258 2 840 222 259
13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		800 000 000 739 425 034	800 000 000	800 000 000 739 425 034
13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat	750 000 000 465 857 943	280 621 769	750 000 000	750 000 000 746 479 712
13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts	2 972 000 000 1 674 473 858		2 972 000 000	2 972 000 000 1 674 473 858
13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits	795 000 000 2 004 205 379	8 912 661	795 000 000	795 000 000 2 013 118 040
13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions		200 000 000 261 166 588	200 000 000	200 000 000 261 166 588
<b>Total des AE prévues en LFI</b>	<b>4 517 000 000</b>	<b>113 151 325 376</b>	<b>117 668 325 376</b>	<b>117 668 325 376</b>
<b>Total des AE consommées</b>	<b>4 144 572 012</b>	<b>123 942 913 716</b>		<b>128 087 485 728</b>

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Programme n° 200 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

## 2020 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
	<i>Prévision LFI 2020 Consommation 2020</i>			
11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt		80 911 649 080 85 077 508 208	80 911 649 080	80 911 649 080 85 077 508 208
11.01 – Impôts sur les sociétés		12 355 425 469 13 400 937 605	12 355 425 469	12 355 425 469 13 400 937 605
11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée		58 615 223 611 59 960 465 097	58 615 223 611	58 615 223 611 59 960 465 097
11.03 – Plafonnement des impositions directes		5 000 000 1 500 629	5 000 000	5 000 000 1 500 629
11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt		221 000 000 198 012 106	221 000 000	221 000 000 198 012 106
11.05 – Impôt sur le revenu		9 715 000 000 11 516 592 771	9 715 000 000	9 715 000 000 11 516 592 771
12 – Remboursements et dégrèvements liées à des politiques publiques	31 390	22 604 201 679 23 498 648 002	22 604 201 679	22 604 201 679 23 498 679 392
12.01 – Prime pour l'emploi		38 027	0	0 38 027
12.02 – Impôt sur le revenu		1 936 000 000 2 082 645 963	1 936 000 000	1 936 000 000 2 082 645 963
12.03 – Impôt sur les sociétés		11 976 201 679 12 860 447 319	11 976 201 679	11 976 201 679 12 860 447 319
12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques		1 998 000 000 2 190 251 268	1 998 000 000	1 998 000 000 2 190 251 268
12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel		2 000 000 3 921 925	2 000 000	2 000 000 3 921 925
12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public	0	542 000 000 653 494 980	542 000 000	542 000 000 653 494 980
12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux			0	0 0
12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu	31 390	5 700 000 000 5 520 581 123	5 700 000 000	5 700 000 000 5 520 612 513
12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité		450 000 000 187 267 397	450 000 000	450 000 000 187 267 397
12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers			0	0 0
13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat	4 517 000 000 4 150 252 105	9 635 474 617 15 366 072 285	14 152 474 617	14 152 474 617 19 516 324 391
13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		1 500 000 000 4 387 040 372	1 500 000 000	1 500 000 000 4 387 040 372
13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		1 919 239 359 3 030 620 029	1 919 239 359	1 919 239 359 3 030 620 029
13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues	3 443	2 720 000 000 3 818 445 432	2 720 000 000	2 720 000 000 3 818 448 874
13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		2 496 235 258 2 840 222 259	2 496 235 258	2 496 235 258 2 840 222 259
13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		800 000 000 739 032 414	800 000 000	800 000 000 739 032 414
13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat	750 000 000 467 039 774	280 635 578	750 000 000	750 000 000 747 675 352
13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts	2 972 000 000 1 674 473 858		2 972 000 000	2 972 000 000 1 674 473 858
13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débet	795 000 000 2 008 735 031	8 912 661	795 000 000	795 000 000 2 017 647 692
13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions		200 000 000 261 163 540	200 000 000	200 000 000 261 163 540
<b>Total des CP prévus en LFI</b>	<b>4 517 000 000</b>	<b>113 151 325 376</b>	<b>117 668 325 376</b>	<b>117 668 325 376</b>
<b>Total des CP consommés</b>	<b>4 150 283 495</b>	<b>123 942 228 496</b>		<b>128 092 511 991</b>

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Présentation des crédits et des dépenses fiscales | Programme n° 200

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2020	Ouvertes en 2021	Consommées* en 2021	Consommés* en 2020	Ouverts en 2021	Consommés* en 2021
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	4 144 572 012	3 726 323 434	3 315 665 038	4 150 283 495	3 726 323 434	3 316 263 180
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 144 572 012	3 726 323 434	3 315 664 938	4 150 283 495	3 726 323 434	3 316 263 080
Subventions pour charges de service public	0	0	100	0	0	100
Titre 6 – Dépenses d'intervention	123 942 913 716	118 716 581 882	118 966 312 203	123 942 228 496	118 716 581 882	118 971 026 729
Transferts aux ménages	26 564 040 688	20 676 297 326	24 145 638 781	26 563 727 108	20 676 297 326	24 145 775 849
Transferts aux entreprises	96 727 900 904	98 040 284 556	94 379 336 223	96 727 529 264	98 040 284 556	94 383 913 681
Transferts aux collectivités territoriales	0	0	22 201	0	0	22 201
Transferts aux autres collectivités	650 972 124	0	441 314 998	650 972 124	0	441 314 998
Titre 7 – Dépenses d'opérations financières	0	0	-81 522	0	0	0
Prêts et avances	0	0	-81 522	0	0	0
<b>Total hors FdC et AdP</b>		<b>122 442 905 316</b>			<b>122 442 905 316</b>	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		+534 836 686			+534 836 686	
<b>Total*</b>	<b>128 087 485 728</b>	<b>122 977 742 002</b>	<b>122 281 895 720</b>	<b>128 092 511 991</b>	<b>122 977 742 002</b>	<b>122 287 289 909</b>

\* y.c. FdC et AdP

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
19/07/2021						198 074 957		198 074 957
01/12/2021		732 911 643		732 911 643				
<b>Total</b>		<b>732 911 643</b>		<b>732 911 643</b>		<b>198 074 957</b>		<b>198 074 957</b>

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

**TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)**

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
<b>Total général</b>		<b>732 911 643</b>		<b>732 911 643</b>		<b>198 074 957</b>		<b>198 074 957</b>

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt		84 893 457 826 86 353 892 487	84 893 457 826 86 353 892 487		84 893 457 826 86 358 959 377	84 893 457 826 86 358 959 377
11.01 – Impôts sur les sociétés		16 377 451 934 14 699 234 437	16 377 451 934 14 699 234 437		16 377 451 934 14 699 249 889	16 377 451 934 14 699 249 889
11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée		57 611 770 301 60 645 415 673	57 611 770 301 60 645 415 673		57 611 770 301 60 650 467 349	57 611 770 301 60 650 467 349
11.03 – Plafonnement des impositions directes		5 000 000 455 329	5 000 000 455 329		5 000 000 455 329	5 000 000 455 329
11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt		211 689 274 228 477 354	211 689 274 228 477 354		211 689 274 228 477 116	211 689 274 228 477 116
11.05 – Impôt sur le revenu		10 687 546 317 10 780 309 694	10 687 546 317 10 780 309 694		10 687 546 317 10 780 309 694	10 687 546 317 10 780 309 694
12 – Remboursements et dégrèvements liées à des politiques publiques		23 303 993 486 21 933 963 927	23 303 993 486 21 933 963 927		23 303 993 486 21 934 520 094	23 303 993 486 21 934 520 094
12.01 – Prime pour l'emploi			0 0			0 0
12.02 – Impôt sur le revenu		1 616 000 000 1 714 750 738	1 616 000 000 1 714 750 738		1 616 000 000 1 714 750 738	1 616 000 000 1 714 750 738
12.03 – Impôt sur les sociétés		13 227 709 729 12 088 361 465	13 227 709 729 12 088 361 465		13 227 709 729 12 088 405 980	13 227 709 729 12 088 405 980
12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques		2 118 183 757 1 900 849 145	2 118 183 757 1 900 849 145		2 118 183 757 1 901 350 383	2 118 183 757 1 901 350 383
12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel		2 000 000 5 710 817	2 000 000 5 710 817		2 000 000 5 730 067	2 000 000 5 730 067
12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public		542 100 000 530 567 693	542 100 000 530 567 693		542 100 000 530 567 693	542 100 000 530 567 693
12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux			0 0			0 0
12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu		5 518 000 000 5 472 071 808	5 518 000 000 5 472 071 808		5 518 000 000 5 472 062 972	5 518 000 000 5 472 062 972
12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité		280 000 000 217 879 615	280 000 000 217 879 615		280 000 000 217 879 615	280 000 000 217 879 615
12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers		3 772 645	3 772 645		3 772 645	3 772 645
13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat		14 245 454 004 13 994 039 306	14 245 454 004 13 994 039 306		14 245 454 004 13 993 810 438	14 245 454 004 13 993 810 438
13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		1 499 600 000 3 094 957 492	1 499 600 000 3 094 957 492		1 499 600 000 3 094 944 728	1 499 600 000 3 094 944 728
13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		2 413 985 966 1 376 519 820	2 413 985 966 1 376 519 820		2 413 985 966 1 376 519 820	2 413 985 966 1 376 519 820



## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Programme n° 200 Justification au premier euro

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		3 408 000 000 2 591 820 932	3 408 000 000 2 591 820 932		3 408 000 000 2 591 978 389	3 408 000 000 2 591 978 389
13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		2 389 493 595 2 391 407 998	2 389 493 595 2 391 407 998		2 389 493 595 2 391 365 455	2 389 493 595 2 391 365 455
13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		548 651 009 619 901 076	548 651 009 619 901 076		548 651 009 619 898 801	548 651 009 619 898 801
13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat		673 879 717 952 885 218	673 879 717 952 885 218		673 879 717 952 523 228	673 879 717 952 523 228
13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts		1 796 443 717 2 076 337 128	1 796 443 717 2 076 337 128		1 796 443 717 2 076 337 128	1 796 443 717 2 076 337 128
13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits		1 256 000 000 828 300 637	1 256 000 000 828 300 637		1 256 000 000 828 333 884	1 256 000 000 828 333 884
13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions		259 400 000 61 909 005	259 400 000 61 909 005		259 400 000 61 909 005	259 400 000 61 909 005
<b>Total des crédits prévus en LFI *</b>		<b>0 122 442 905 316</b>	<b>122 442 905 316</b>		<b>0 122 442 905 316</b>	<b>122 442 905 316</b>
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP		+534 836 686	+534 836 686		+534 836 686	+534 836 686
Total des crédits ouverts		0 122 977 742 002	122 977 742 002		0 122 977 742 002	122 977 742 002
<b>Total des crédits consommés</b>		<b>0 122 281 895 720</b>	<b>122 281 895 720</b>		<b>0 122 287 289 909</b>	<b>122 287 289 909</b>
Crédits ouverts - crédits consommés		+695 846 282	+695 846 282		+690 452 093	+690 452 093

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	0	119 231 055 068	119 231 055 068	0	119 231 055 068	119 231 055 068
Amendements	0	+3 211 850 248	+3 211 850 248	0	+3 211 850 248	+3 211 850 248
<b>LFI</b>	<b>0</b>	<b>122 442 905 316</b>	<b>122 442 905 316</b>	<b>0</b>	<b>122 442 905 316</b>	<b>122 442 905 316</b>

***Dépenses pluriannuelles***

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Programme n° 200 | Justification au premier euro

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION  
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2021	CP 2021
AE ouvertes en 2021 * (E1) <b>122 977 742 002</b>	CP ouverts en 2021 * (P1) <b>122 977 742 002</b>
AE engagées en 2021 (E2) <b>122 281 895 720</b>	CP consommés en 2021 (P2) <b>122 287 289 909</b>
AE affectées non engagées au 31/12/2021 (E3) <b>0</b>	dont CP consommés en 2021 sur engagements antérieurs à 2021 (P3 = P2 - P4) <b>0</b>
AE non affectées non engagées au 31/12/2021 (E4 = E1 - E2 - E3) <b>695 846 282</b>	dont CP consommés en 2021 sur engagements 2021 (P4) <b>122 287 289 909</b>

## RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2020 brut (R1) <b>-4 818 600</b>				
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2020 (R2) <b>5 363 437</b>				
<b>Engagements ≤ 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2020 net (R3 = R1 + R2) <b>544 837</b></b>	CP consommés en 2021 sur engagements antérieurs à 2021 (P3 = P2 - P4) <b>0</b>	=	Engagements ≤ 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2021 (R4 = R3 - P3) <b>544 837</b>	
AE engagées en 2021 (E2) <b>122 281 895 720</b>	CP consommés en 2021 sur engagements 2021 (P4) <b>122 287 289 909</b>	=	Engagements 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 (R5 = E2 - P4) <b>-5 394 189</b>	
			<b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2021 (R6 = R4 + R5) <b>-4 849 352</b></b>	
				Estimation des CP 2022 sur engagements non couverts au 31/12/2021 (P5) <b>0</b>
				Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2022 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2021 (P6 = R6 - P5) <b>-4 849 352</b>

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2021 + reports 2020 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR



**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Justification au premier euro

**Justification par action****ACTION****11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt**

Action / Sous-action  <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<b>11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt</b>		<b>84 893 457 826</b> <b>86 353 892 487</b>	<b>84 893 457 826</b> <b>86 353 892 487</b>		<b>84 893 457 826</b> <b>86 358 959 377</b>	<b>84 893 457 826</b> <b>86 358 959 377</b>
11.01 – Impôts sur les sociétés		16 377 451 934 14 699 234 437	16 377 451 934 14 699 234 437		16 377 451 934 14 699 249 889	16 377 451 934 14 699 249 889
11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée		57 611 770 301 60 645 415 673	57 611 770 301 60 645 415 673		57 611 770 301 60 650 467 349	57 611 770 301 60 650 467 349
11.03 – Plafonnement des impositions directes		5 000 000 455 329	5 000 000 455 329		5 000 000 455 329	5 000 000 455 329
11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt		211 689 274 228 477 354	211 689 274 228 477 354		211 689 274 228 477 116	211 689 274 228 477 116
11.05 – Impôt sur le revenu		10 687 546 317 10 780 309 694	10 687 546 317 10 780 309 694		10 687 546 317 10 780 309 694	10 687 546 317 10 780 309 694

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 6 : Dépenses d'intervention	84 893 457 826	86 353 892 487	84 893 457 826	86 358 959 377
Transferts aux ménages	10 692 546 317	10 748 506 593	10 692 546 317	10 748 506 593
11.03 – Plafonnement des impositions directes	5 000 000	455 329	5 000 000	455 329
11.05 – Impôt sur le revenu	10 687 546 317	10 748 051 264	10 687 546 317	10 748 051 264
Transferts aux entreprises	74 200 911 509	75 573 127 464	74 200 911 509	75 578 194 354
11.01 – Impôts sur les sociétés	16 377 451 934	14 699 234 437	16 377 451 934	14 699 249 889
11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée	57 611 770 301	60 645 415 673	57 611 770 301	60 650 467 349
11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt	211 689 274	228 477 354	211 689 274	228 477 116
Transferts aux autres collectivités		32 258 430		32 258 430
11.05 – Impôt sur le revenu		32 258 430		32 258 430
<b>Total</b>	<b>84 893 457 826</b>	<b>86 353 892 487</b>	<b>84 893 457 826</b>	<b>86 358 959 377</b>

**SOUS-ACTION****11.01 – Impôts sur les sociétés**

La dépense de la sous-action s'est élevée à 14,7 Md€ en 2021 contre 13,4 Md€ en 2020.

L'augmentation observée entre 2020 et 2021 résulte, à titre principal, de la forte diminution des bénéfices fiscaux entre 2019 et 2020, ce qui a entraîné l'augmentation des remboursements d'excédents d'IS entre les deux années. Plus en détail, la croissance du bénéfice fiscal des entreprises au titre de 2020 avait été estimée à -24,0 % lors de l'établissement du PLF pour 2021, cette évolution ayant été révisée à -14,0 % dans le cadre du PLF pour 2022. Par comparaison, le bénéfice fiscal 2019 a été évalué à +19,7 % lors du même PLF pour 2022.

À titre subsidiaire, l'évolution précitée est due à l'augmentation, entre les deux années susvisées, des remboursements de créances de reports en arrière de déficits du fait des effets combinés du remboursement en 2021 d'une créance exceptionnelle (0,8 Md€) et de l'incidence de mesures législatives prises pour aider les entreprises à faire face à la crise covid 19 (LFR3 2020 et LFR1 2021).

In fine, l'exécution 2021 est très proche de la dernière prévision en LFR2 (14,8 Md€).

## SOUS-ACTION

### 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée

La prévision du PLF 2021 (57,6 Md€) reposait sur une hypothèse de croissance de l'enveloppe des dépôts de demande de remboursement de crédits de TVA, prévue à +3,2 % entre 2020 et 2021, compensée par un fort ralentissement des rythmes de remboursement des services amenant à une diminution de la ligne 200-11-02.

Cette prévision a été revue à la hausse à 60,5 Md€ dans le cadre du PFR2 pour 2021, cette évolution tenant compte des deux effets suivants :

d'une part, un rythme de traitement légèrement supérieur à celui constaté au cours des années précédents ;

d'autre part, une hausse des dépôts des demandes de remboursements (effet comportemental) et d'une consommation intermédiaire supérieure à l'attendue (effet macro-économique).

In fine, l'exécution est légèrement supérieure à la prévision du PLFR2 (+0,2 Md€) du fait de l'accélération des rythmes de remboursement de crédits de TVA observée en fin d'année 2021.

## SOUS-ACTION

### 11.03 – Plafonnement des impositions directes

Cette sous-action n'a quasiment pas été mouvementée au cours de l'année. Elle concerne des dépenses résiduelles.

## SOUS-ACTION

### 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt

La sous-action a été créée en 2013 afin d'accueillir les remboursements et dégrèvements de contribution sociale sur les bénéficiaires (CSB). L'évolution des recettes et des dépenses de CSB est corrélée à celle de l'impôt sur les sociétés. La prévision de la dépense a été légèrement ajustée au fil de l'année en fonction des dépenses constatées comptablement. Sans surprise, l'exécution est quasiment en ligne avec la prévision telle qu'elle figurait au PLFR2.

## SOUS-ACTION

### 11.05 – Impôt sur le revenu

La sous-action a été créée en 2019 afin de retracer les restitutions et compensations de trop-versé d'impôt sur le revenu et sur les prélèvements sociaux (PS) constatées à l'émission des rôles (IR-PS-Prélèvement de solidarité). Elle comptabilise également les impayés de prélèvement à la source sur les PS nets.

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Justification au premier euro

La prévision du PLF pour 2021 a été fixée à 10,7 Md€ sur la base d'une estimation des émissions d'impôt sur le revenu et de prélèvement sociaux attendus et d'une estimation du montant du PAS qui serait imputé. Elle a ensuite été revue à la hausse à 10,9 Md€ lors du PLFR1 pour tenir compte des remontées comptables du PAS de 2020, puis réestimée à 9,6 Md€ dans le cadre du PLFR2.

La dépense de la sous-action est particulièrement difficile à estimer dans la mesure où son montant est déterminée par un nombre de facteurs particulièrement élevé (évolution macro-économique, modifications législatives, compensations possibles entre l'IR, les PS et le prélèvement de solidarité, évolution du comportement des usagers via la progression des modulations).

In fine, la dépense de la sous-action s'élève à 10,8 Md€ en 2021, dont 10,2 Md€ au titre des excédents d'impôt sur le revenu.

**ACTION****12 – Remboursements et dégrèvements liées à des politiques publiques**

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>12 – Remboursements et dégrèvements liées à des politiques publiques</b>		<b>23 303 993 486</b>	<b>23 303 993 486</b>		<b>23 303 993 486</b>	<b>23 303 993 486</b>
		<b>21 933 963 927</b>	<b>21 933 963 927</b>		<b>21 934 520 094</b>	<b>21 934 520 094</b>
12.01 – Prime pour l'emploi			0			0
			0			0
12.02 – Impôt sur le revenu		1 616 000 000	1 616 000 000		1 616 000 000	1 616 000 000
		1 714 750 738	1 714 750 738		1 714 750 738	1 714 750 738
12.03 – Impôt sur les sociétés		13 227 709 729	13 227 709 729		13 227 709 729	13 227 709 729
		12 088 361 465	12 088 361 465		12 088 405 980	12 088 405 980
12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques		2 118 183 757	2 118 183 757		2 118 183 757	2 118 183 757
		1 900 849 145	1 900 849 145		1 901 350 383	1 901 350 383
12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel		2 000 000	2 000 000		2 000 000	2 000 000
		5 710 817	5 710 817		5 730 067	5 730 067
12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public		542 100 000	542 100 000		542 100 000	542 100 000
		530 567 693	530 567 693		530 567 693	530 567 693
12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux			0			0
			0			0
12.08 – Acomptes de crédits et de		5 518 000 000	5 518 000 000		5 518 000 000	5 518 000 000

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement		1 143		1 143
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		1 143		1 143
12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public		1 143		1 143
Titre 6 : Dépenses d'intervention	23 303 993 486	21 933 962 784	23 303 993 486	21 934 518 951
Transferts aux ménages	7 676 100 000	7 721 162 450	7 676 100 000	7 721 153 614
12.02 – Impôt sur le revenu	1 616 000 000	1 714 750 738	1 616 000 000	1 714 750 738
12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits		622		622

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
<i>énergétiques</i>				
12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel		86		86
12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public	542 100 000	530 566 550	542 100 000	530 566 550
12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu	5 518 000 000	5 472 071 808	5 518 000 000	5 472 062 972
12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers		3 772 645		3 772 645
Transferts aux entreprises	15 627 893 486	14 212 800 333	15 627 893 486	14 213 365 337
12.03 – Impôt sur les sociétés	13 227 709 729	12 088 361 465	13 227 709 729	12 088 405 980
12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	2 118 183 757	1 900 848 522	2 118 183 757	1 901 349 760
12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel	2 000 000	5 710 731	2 000 000	5 729 981
12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité	280 000 000	217 879 615	280 000 000	217 879 615
<b>Total</b>	<b>23 303 993 486</b>	<b>21 933 963 927</b>	<b>23 303 993 486</b>	<b>21 934 520 094</b>

## SOUS-ACTION

### 12.01 – Prime pour l'emploi

L'article 28 de la seconde loi de finances rectificative pour 2014 ayant supprimé la prime pour l'emploi à compter des revenus de l'année 2015, la dépense payée en 2021 est nulle.

## SOUS-ACTION

### 12.02 – Impôt sur le revenu

La diminution de la dépense entre 2020 et 2021 (-0,3 Md€) est essentiellement due à la baisse du coût du crédit d'impôt transition énergétique en raison, au titre des revenus 2020, de la limitation de son utilisation aux ménages aux revenus « intermédiaires ».

Dans ce contexte, l'exécution 2021 se décompose de la façon suivante :

- 0,9 Md€ au titre du crédit d'impôt pour emploi d'un salarié à domicile ;
- 0,3 Md€ au titre du crédit d'impôt pour frais de garde ;
- 0,1 Md€ au titre du crédit d'impôt pour la transition énergétique ;
- 0,1 Md€ au titre du crédit d'impôt au titre du prélèvement forfaitaire unique.

Pour mémoire, ces montants concernent la seule part restituée de ces crédits d'impôt et ne représentent donc pas le coût total de ces avantages fiscaux

In fine, l'exécution 2021 de 1,7 Md€ est très proche du montant inscrit dans au PLF pour 2021 (1,6 Md€).

## SOUS-ACTION

### 12.03 – Impôt sur les sociétés

La diminution de la dépense de 0,8 Md€ entre 2020 et 2021 est principalement due à la suppression du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) à compter des salaires 2019.

In fine, l'exécution de la dépense 2021 (12,1 Md€) est inférieure à la prévision qui figure dans le PFR2 (13,0 Md€), du fait, notamment, de moindres restitution de CICE (-0,6 Md€ entre les deux années).

Pour mémoire, l'exécution 2021 se décompose de la façon suivante :



**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Justification au premier euro

- 6,6 Md€ au titre des remboursements de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi ; cette dépense concerne des créances anciennes, notamment les créances 2017, pour lesquelles les entreprises non PME au sens communautaire devaient attendre trois ans pour en obtenir une restitution ;
  - 4,5 Md€ au titre des remboursements de crédit d'impôt en faveur de la recherche ;
  - 1,0 Md€ au titre des remboursements des autres crédits d'impôts.
- Comme pour la sous-action 200-12-02, ces montants concernent la seule part restituée de ces crédits d'impôt et ne représentent donc pas le coût total de ces avantages fiscaux.

**SOUS-ACTION****12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques**

La diminution de la dépense entre 2020 et 2021 résulte principalement de la baisse de la consommation observée entre les premiers semestres des deux années concernées.

La prévision initiale (2,1 Md€) a été revue à la baisse dans le cadre du PLFR2 (1,9 Md€), sur la base des dépenses constatées au cours de l'année 2021.

In fine, l'exécution correspond à la prévision inscrite en PLFR2.

**SOUS-ACTION****12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel**

Cette sous-action comprend les remboursements de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN) aux exploitants agricoles dont le montant n'est pas significatif.

Les montants exécutés sont conformes à la prévision et s'établissent à 6 M€ en 2021.

**SOUS-ACTION****12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public**

La sous-action 12-06 correspond aux montants de dégrèvements de contribution à l'audiovisuel public (CAP) compensés par l'État auprès des affectataires de la CAP, c'est-à-dire les sociétés audiovisuelles publiques.

L'écart entre les montants dégrévés au titre des personnes de condition modeste et des droits acquis, et les montants effectivement compensés pour les sociétés audiovisuelles publiques, s'explique par le mécanisme de garantie de ressources de la CAP. En effet, chaque année, un article du PLF prévoit que si les encaissements de CAP en fin d'année sont inférieurs au montant de la prévision, l'État compense cet écart, en accroissant le montant des dégrèvements compensés à due concurrence. Le mécanisme de garantie des ressources a ainsi été activé pour la dernière fois en 2016.

A l'inverse, lorsque les encaissements de CAP sont suffisants pour que la dotation versée aux sociétés audiovisuelles publiques corresponde à l'engagement de la LFI, les dégrèvements ne sont pas nécessairement compensés dans leur intégralité.

La prévision du PLF pour 2021 (0,5 M€) - qui correspond au montant garanti à l'audiovisuel public - a peu évolué au cours de l'année, la dépense exécutée s'élevant à 0,5 Md€.

**SOUS-ACTION****12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu**

La sous-action 200-12-08 a été créée en 2019 pour suivre la comptabilisation de l'acompte de 60 % sur les réductions et crédits d'impôt récurrents, cette acompte étant versé en janvier pour sa quasi-totalité.

Pour mémoire, le taux de prélèvement à la source à partir duquel les prélèvements sont opérés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 est calculé à partir de l'impôt avant réductions et crédits d'impôt déclarés l'année précédente. Afin de ne pas pénaliser les foyers qui bénéficient de certaines réductions et crédits d'impôt (RICI), un acompte de 60 % du montant de ces avantages fiscaux a été versé en janvier 2021 aux usagers concernés.

La dépense correspondante a été estimée à 5,5 Md€ dans le cadre du PLF pour 2021.

In fine, le montant exécuté est conforme à la cible associée.

**SOUS-ACTION****12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité**

Cette sous-action a été mise en place à partir du 1er janvier 2020 pour faire apparaître sur une ligne séparée les remboursements de TICFE précédemment imputés sur la sous-action 200-13-05, eu égard à l'importance de ces remboursements (plusieurs centaines de millions d'euros) depuis la réforme de la TICFE (fusion avec la CSPE) entrée en vigueur au 1er janvier 2016.

Ces remboursements sont toujours versés aux entreprises. Ils incluent les remboursements pour trop perçus acquittés auprès des redevables légaux de la TICFE (généralement des fournisseurs d'électricité, mais également quelques autoconsommateurs), ainsi que les remboursements aux utilisateurs finaux professionnels, de manière à prendre en compte les exonérations partielles ou les taux réduits auxquels ceux-ci ont droit au regard de leur activité industrielle.

La dépense a été estimée à 0,3 Md€ dans le cadre du PLF pour 2021.

In fine, le montant exécuté s'établit à 0,2 Md€.

**SOUS-ACTION****12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers**

Cette sous-action a été créée en 2021 pour suivre les dépenses relatives au crédit d'impôt contemporain relatif aux services à la personne.

La dépense était difficile à évaluer pour l'année 2021 en raison de la mise en place du dispositif. Elle s'est finalement établie à 4 M€.

En raison de l'élargissement du dispositif en 2022, la dépense de cette sous-action devrait fortement augmenter au cours des prochaines années.

**ACTION****13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat**

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des</b>		<b>14 245 454 004</b>	<b>14 245 454 004</b>	<b>14 245 454 004</b>	<b>13 993 810 438</b>	<b>14 245 454 004</b>
		<b>13 994 039 306</b>	<b>13 994 039 306</b>	<b>13 993 810 438</b>		<b>13 993 810 438</b>

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Programme n° 200 | Justification au premier euro

Action / Sous-action  Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<b>produits de l'Etat</b>						
13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		1 499 600 000 3 094 957 492	<b>1 499 600 000</b> <b>3 094 957 492</b>		1 499 600 000 3 094 944 728	<b>1 499 600 000</b> <b>3 094 944 728</b>
13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		2 413 985 966 1 376 519 820	<b>2 413 985 966</b> <b>1 376 519 820</b>		2 413 985 966 1 376 519 820	<b>2 413 985 966</b> <b>1 376 519 820</b>
13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		3 408 000 000 2 591 820 932	<b>3 408 000 000</b> <b>2 591 820 932</b>		3 408 000 000 2 591 978 389	<b>3 408 000 000</b> <b>2 591 978 389</b>
13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		2 389 493 595 2 391 407 998	<b>2 389 493 595</b> <b>2 391 407 998</b>		2 389 493 595 2 391 365 455	<b>2 389 493 595</b> <b>2 391 365 455</b>
13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		548 651 009 619 901 076	<b>548 651 009</b> <b>619 901 076</b>		548 651 009 619 898 801	<b>548 651 009</b> <b>619 898 801</b>
13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat		673 879 717 952 885 218	<b>673 879 717</b> <b>952 885 218</b>		673 879 717 952 523 228	<b>673 879 717</b> <b>952 523 228</b>
13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts		1 796 443 717 2 076 337 128	<b>1 796 443 717</b> <b>2 076 337 128</b>		1 796 443 717 2 076 337 128	<b>1 796 443 717</b> <b>2 076 337 128</b>
13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débet		1 256 000 000 828 300 637	<b>1 256 000 000</b> <b>828 300 637</b>		1 256 000 000 828 333 884	<b>1 256 000 000</b> <b>828 333 884</b>
13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions		259 400 000 61 909 005	<b>259 400 000</b> <b>61 909 005</b>		259 400 000 61 909 005	<b>259 400 000</b> <b>61 909 005</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	3 726 323 434	3 315 663 895	3 726 323 434	3 316 262 037
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 726 323 434	3 315 663 795	3 726 323 434	3 316 261 937
13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues		2 652 693		2 652 693
13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat	673 879 717	518 031 277	673 879 717	518 596 172
13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts	1 796 443 717	2 076 337 128	1 796 443 717	2 076 337 128
13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débet	1 256 000 000	718 642 697	1 256 000 000	718 675 944
Subventions pour charges de service public		100		100
13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat		100		100
Titre 6 : Dépenses d'intervention	10 519 130 570	10 678 456 932	10 519 130 570	10 677 548 401
Transferts aux ménages	2 307 651 009	5 675 969 738	2 307 651 009	5 676 115 641
13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de	1 499 600 000	2 785 829 832	1 499 600 000	2 785 817 068

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Justification au premier euro | Programme n° 200

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
<i>sommes indûment perçues</i>				
13.03 – <i>Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues</i>		2 312 121 134		2 312 278 591
13.05 – <i>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues</i>	548 651 009	330 504 714	548 651 009	330 502 439
13.06 – <i>Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat</i>		109 591 376		109 594 861
13.08 – <i>Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits</i>		109 657 940		109 657 940
13.09 – <i>Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions</i>	259 400 000	28 264 743	259 400 000	28 264 743
Transferts aux entreprises	8 211 479 561	4 593 408 425	8 211 479 561	4 592 353 991
13.02 – <i>Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues</i>	2 413 985 966	1 376 519 820	2 413 985 966	1 376 519 820
13.03 – <i>Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues</i>	3 408 000 000	277 047 105	3 408 000 000	277 047 105
13.04 – <i>Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues</i>	2 389 493 595	2 293 234 932	2 389 493 595	2 293 192 389
13.05 – <i>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues</i>		289 124 089		289 124 089
13.06 – <i>Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat</i>		325 321 786		324 309 895
13.09 – <i>Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions</i>		32 160 693		32 160 693
Transferts aux collectivités territoriales		22 201		22 201
13.06 – <i>Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat</i>		22 201		22 201
Transferts aux autres collectivités		409 056 568		409 056 568
13.01 – <i>Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues</i>		309 127 660		309 127 660
13.04 – <i>Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues</i>		98 173 066		98 173 066
13.05 – <i>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues</i>		272 273		272 273
13.09 – <i>Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions</i>		1 483 569		1 483 569
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières		-81 522		
Prêts et avances		-81 522		
13.06 – <i>Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat</i>		-81 522		
<b>Total</b>	<b>14 245 454 004</b>	<b>13 994 039 306</b>	<b>14 245 454 004</b>	<b>13 993 810 438</b>

## SOUS-ACTION

## 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues

La dépense avait été anticipée en forte baisse entre 2020 et 2021 du fait des moindres émissions attendues et des dégrèvements opérés en 2020 à la suite d'erreurs déclaratives (2,0 Md€). La dépense attendue a été revue à 2,2 Md€ lors du PLFR1 sur la base des dépenses constatées. In fine, la dépense constatée est de 3,1 Md€.

La variation des dépenses entre 2020 et 2021 s'explique par les effets combinés :

- d'un dégrèvement d'un montant de 0,6 Md€ à la suite d'une erreur déclarative ;
- de dégrèvements relatifs à l'exit tax pour 0,2 Md€.

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Justification au premier euro

**SOUS-ACTION****13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues**

La prévision du PLF pour 2021 (2,4 Md€) a sensiblement été revue à la baisse dans le cadre de la LFR2 (1,4 Md€) sur la base des dégrèvements et de décharges constatés.

In fine, l'exécution 2021 est en ligne avec la prévision.

**SOUS-ACTION****13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues**

Le niveau initial de la prévision du PLF pour 2021 a été fixé à 3,4 Md€, cette prévision tenant notamment compte d'un remboursement cumulé anticipé à 2,8 Md€ au titre de différents contentieux fiscaux (dont 1,6 Md€ pour les contentieux relatifs à la retenue à la source acquittée par des OPCVM et des fonds de pension étrangers à raison de dividendes de source française et 1,0 Md€ pour ce qui concerne un contentieux indemnitaire).

La prévision a été revue à la hausse (3,8 Md€) dans le cadre du PLFR1 au vu des dépenses constatées puis révisée à 2,8 Md€ dans le cadre du PLFR2 en raison de la non-exécution du contentieux indemnitaire précité en 2021.

In fine, la dépense constatée s'élève à 2,6 Md€ - elle est inférieure de 0,2 Md€ à celle inscrite au PLFR2 - et concerne à hauteur de 1,7 Md€ le contentieux relatif à la retenue à la source acquittée par des OPCVM et les fonds de pension étrangers à raison de dividendes de source française.

**SOUS-ACTION****13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues**

La prévision du PLF pour 2021 (2,4 Md€) a été établie au regard des dépenses constatées les années passées.

La prévision a été légèrement revue à la hausse dans le cadre du PLFR2 (2,8 Md€) sur la base des dépenses constatées en 2020.

Pour mémoire, les versements effectués au titre de la convention bilatérale franco-monégasque du 18 mai 1963 sont comptabilisées dans cette sous action. Ils se sont élevés à 0,1 M€ en 2021.

In fine, l'exécution est en ligne avec la prévision de LFI 2021 (2,4 Md€).

**SOUS-ACTION****13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues**

La dépense a été prévue à 0,5 Md€ dans le cadre du PLF pour 2021.

Cette prévision a été revue à la hausse (0,7 Md€) au PLFR2 sur la base de la dépense constatée.

In fine, la dépense 2021 s'élève à 0,6 Md€.

## SOUS-ACTION

### 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat

La prévision de dépense associée en LFI pour 2021 était de 0,7 Md€.

Cette évaluation a été révisée à 0,8 Md€ dans le cadre de la LFR1, sur la base des dépenses alors constatées.

In fine, l'exécution est de 1,0 Md€, soit 0,2 Md€ de plus que la prévision révisée en raison d'une dépense exceptionnelle due à un contentieux en fin d'année.

La dépense 2021 concerne notamment les remboursements suivants :

- une dépense de 0,2 Md€ au titre des restitutions de trop perçus d'acomptes sur les retenues et les prélèvements à la source opérés par les établissements payeurs ;
- une dépense de 0,2 Md€ au titre d'un contentieux relatif à une amende ;
- une dépense de 0,1 Md€ au titre de régularisations d'impayés sur des produits fiscaux ;
- une dépense de 0,1 Md€ au titre des remises de majoration.

## SOUS-ACTION

### 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts

La prévision de dépense associée au PLF pour 2021 était de 1,8 Md€.

La prévision a été révisée à la hausse à 2,6 Md€ dans le cadre du PFR1, pour prendre en compte les dépenses attendues relatives à un dossier individuel dont la présentation en non-valeur était attendue en 2021.

In fine, l'exécution s'établit à 2,1 Md€, soit 0,5 Md€ de dépenses en moins qu'anticipé. Si les autres admissions en non-valeur ont été plus fortes qu'attendu, le dossier individuel n'a pas été présenté en non-valeur en 2021.

Au sein de la dépense totale de 1,7 Md€ de non-valeur, les ANV relatives à la TVA représentent 1,2 Md€, celles afférentes à l'impôt sur les sociétés s'élèvent à 0,3 Md€.

## SOUS-ACTION

### 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'Etat - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits

La dépense a été prévue à 1,3 Md€ dans le cadre du PLF pour 2021, cette prévision tenant notamment compte d'un remboursement prévu à 0,5 Md€ au titre des intérêts moratoires relatifs à divers contentieux de série.

La prévision a été revue à 0,8 Md€ dans le cadre du PLFR1, afin de prendre en compte les ajustements faits sur les prévisions de dépenses des contentieux.

In fine, l'exécution à 0,8 Md€ comprend notamment une dépense de 0,4 Md€ au titre des intérêts moratoires relatifs à des contentieux de série et une dépense de 0,1 Md€ afférente à une dation exceptionnelle.

## SOUS-ACTION

### 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions

La dépense de la sous-action a été prévue à 0,3 Md€ dans le cadre du PLF pour 2021.

La prévision a été revue à la baisse à 0,2 Md€ dans le cadre du PLFR1 pour tenir compte des moindres dépenses constatées.

In fine, l'exécution s'inscrit à 0,1 Md€.

---

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

---

Programme n° 200 | Justification au premier euro

**Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État**

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>ONF - Office national des forêts (P149)</b>		<b>200 327</b>				<b>26 236</b>
Transferts		200 327				26 236
<b>INRAE - Institut national pour la recherche en agriculture, alimentation et environnement (P172)</b>		<b>24 666</b>				<b>64 504</b>
Transferts		24 666				64 504
<b>Pôle emploi (P102)</b>						<b>3 070</b>
Transferts						3 070
<b>VNF - Voies navigables de France (P203)</b>						<b>7 402</b>
Transferts						7 402
<b>Total</b>		<b>224 993</b>				<b>101 212</b>
Total des transferts		224 993				101 212